

# GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé:	Date	Heure	Numéro	Département(s)	
	03.11.2014	21:28	14.159	DEF	DJSC
Annule et remplace				DEAS	

**Auteur(s):** Groupe socialiste

**Titre:** L'égalité dans les faits

**Contenu:**

Le groupe socialiste souhaite savoir quelles solutions le Conseil d'Etat met et mettra en place au sein de l'administration et dans les entités parapubliques pour:

- permettre aux actifs de concilier carrière professionnelle et vie familiale;
- garantir une égalité de promotion et salariale entre hommes et femmes;
- promouvoir l'accès au temps partiel pour les hommes y compris pour les postes à responsabilités;
- soutenir des initiatives de partage de postes;

et sensibiliser les entreprises neuchâtelaises aux thématiques décrites ci-dessus.

**Développement:**

Même si elle reste bien classée, la Suisse perd deux places dans le classement annuel sur l'écart entre les genres établi par le forum économique mondial. La Suisse reste toujours à la traîne en comparaison avec les pays scandinaves comme la Suède ou la Norvège.

En effet, dans ces pays, l'égalité n'est pas seulement inscrite dans les textes législatifs, comme c'est le cas dans la Constitution fédérale depuis plus de trente ans, mais elle est mise en œuvre par des actions concrètes appuyées par les politiques au niveau étatique et également dans le privé.

En Suisse, les disparités entre hommes et femmes persistent, plus particulièrement en matière de perspectives économiques, une nouvelle fois classées lanternes rouges en termes de disparités. Ainsi, tout comme doit l'être l'accès à des temps partiels pour des hommes, la création de postes partagés pour des postes à responsabilités doit encore être soutenue.

L'égalité économique ne peut être un vain mot. C'est une valeur fondamentale et une réalité vers laquelle l'action de l'Etat qui doit être un acteur engagé, doit tendre. Il serait néanmoins faux de penser qu'il est le seul acteur à endosser cette responsabilité, l'économie privée se doit de démontrer que, dans ce domaine-là aussi, l'innovation existe même si l'Etat et les entités parapubliques doivent montrer l'exemple.

L'urgence est demandée:

oui

non

Auteur ou premier signataire	Autres signataires (suite)
Annie Clerc-Birambeau	
Autres signataires (nom, prénom)	
Martine Docourt Ducommun	
Armin Kapetanovic	
Florence Nater	
Alexandre Houlmann	
Johanne Lebel Calame	
Stéphane Reichen	
Marie-France Matter	
Sabrina Rinaldo	
Patrick Bourquin	
Laurent Duding	
Sylvie Fassbind-Ducommun	
Christine Fischer	
Marina Giovannini	

Champs encadrés en rouge = champs à remplir obligatoirement

**ENVOYER**